

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 07/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POLYCOR FRANCE

Chassagne-Montrachet

Références : 2023-220
Code AIOT : 0005400088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement POLYCOR FRANCE implanté La Grande Montagne RN 74 21190 Chassagne-Montrachet. L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYCOR FRANCE
- La Grande Montagne RN 74 21190 Chassagne-Montrachet
- Code AIOT : 0005400088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POLYCOR FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral du 16/01/2007 modifié, pour une durée de 30 ans intégrant la remise en état, pour l'extraction de roches ornementales sur la commune de Chassagne-Montrachet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, la quantité de déchets d'extraction stockés au sein de la carrière est apparue importante et pas organisée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Largeur des banquettes – Zone d'extraction nord	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	14/03/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 8.1 (modifié par l'article 3 de l'APC du 28/09/2021)	/	Sans objet
5	Hauteur des fronts – largeur des banquettes – Zone d'extraction sud	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)	/	Sans objet
8	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 2 (modifié par l'article 2 de l'APC du 28/09/2021)	/	Sans objet
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.3 (modifié par l'article 4 de l'APC du 28/09/2021)	/	Sans objet
6	Modalités de remise en état – Carreau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)	/	Sans objet
7	Modalités de remise en état – Merlons paysagers	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)	/	Sans objet
9	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que :

- dans la partie sud de la carrière : les caractéristiques des fronts de découverte et du gisement, en position définitive selon les déclarations de l'exploitant, nécessitent des informations complémentaires de la part de l'exploitant, car ils ne semblent pas respecter les ratios fixés par l'arrêté préfectoral, la hauteur des fronts étant trop importante par rapport à la largeur des banquettes. Le plan topographique transmis par l'exploitant n'apparaît toutefois pas suffisamment précis pour permettre à l'inspection de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral.
- dans la partie nord de la carrière : la largeur de la banquette est inférieure à la largeur minimale de 7 m prescrite par l'arrêté préfectoral. La stabilité du front n'est pas garantie.

La non-conformité relative à la largeur de la banquette au niveau du banc marbrier dans la partie nord de la carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/2023, la première échéance n'était pas passée à la date de la visite.

D'autres non-conformités, relatives au montant des garanties financières constituées et au plan topographique ont également été relevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 2 (modifié par l'article 2 de l'APC du 28/09/2021)
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes : Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 14 ha 33 a 29 ca sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable de 443 000 t (voir Plan Parcellaire Annexe 2), [Tableau non reproduit] [...] La carrière est destinée à l'extraction de pierre ornementale à raison d'une production maximale brute (matériaux commercialisables et stériles d'exploitation) de 20 000 m ³ /an. La production maximale nette (matériaux commercialisables) est de 5 000 m ³ /an. La production moyenne brute est de 10 000 m ³ /an et la production moyenne nette est de 2 500 m ³ /an.
Constats : Le plan topographique de février 2023 ne fait pas apparaître les parcelles cadastrales, cependant le périmètre sur lequel porte l'autorisation est représenté : aucune activité n'apparaît en dehors de ce périmètre. Selon les déclarations GEREP de l'exploitant, aucune production n'a eu lieu entre 2019 et 2022. Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'activité sur la carrière depuis au moins 2016. La comparaison du plan topographique de février 2023 avec celui daté du 29/06/2018 annexé à l'arrêté complémentaire du 28/09/2021 ne fait également pas apparaître d'évolution des fronts de taille, ni des cotes globales du terrain.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. L'autorisation d'exploitée ayant été prolongée par arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2021, le délai de caducité est compté à la date de notification de cet arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.3 (modifié par l'article 4 de l'APC du 28/09/2021)
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque phase d'exploitation est exécutée en parallèle avec les opérations paysagères de remise en état. Ainsi, dès la Phase 1, le remblaiement de l'extrémité nord du site sera poursuivi. L'exploitation se déroule (Voir Plan de Phasage Annexe 3) en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et les dossiers complémentaires. Phase Surface en chantier (m2) Volume de matériaux à extraire (m3) Phase 3 (2017-2022) 15 600 m ² 10000 m ³ Phase 4 (2022-2027) 6 500 m ² 55000 m3 [...]
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas eu d'activité sur la carrière depuis au moins 2016 (cf. point de contrôle « N°1 : Description des installations »). Lors de la visite, il est constaté que la situation de la carrière correspond à celle figurant sur le plan topographique de février 2023. L'exploitation est donc en retard sur le phasage prévisionnel, elle est encore en phase 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 8.1 (modifié par l'article 3 de l'APC du 28/09/2021)
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon les modalités définies à l'article 22 et le plan annexé (annexe 3), l'exploitation se déroule en 6 phases quinquennales successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions. Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé comme suit : Phase 3 (2017-2022) : 188 084 € Phase 4 (2022-2027) : 111 647 € [...]
Constats : L'acte de cautionnement délivré par Liberty Mutual Surety Europe BV le 10/01/2022 garantit un montant de 111 647 € pour la période de 2022 à 2027 pour la période allant du 09/08/2022 au 08/08/2024 à 18 h. Ce montant correspond à la phase 4. L'exploitation étant en retard d'une phase et se situant actuellement dans un état correspondant à la phase 3 (cf. point de contrôle « N°2 : Phasage »), le montant des garanties financières nécessaires pour permettre la remise en état complète du site est de 188 084 € sur la base de l'indice TP01 de 110,5 pris en compte dans l'arrêt préfectoral du 28/09/2021. Il est de 219 400 € après actualisation avec le dernier indice TP01 disponible (128,9 – mars 2023). NON CONFORMITÉ : Le montant des garanties financières constituées n'est pas suffisant pour permettre la remise en état complète du site.
Observations : Au-delà de la non-conformité relevée ci-dessus, il convient de noter que les garanties financières constituées sont basées sur le montant figurant dans l'arrêt préfectoral du 28/09/2021, qui sont calculées sur la base de l'indice TP01 de 110,5 de novembre 2019. Or, le dernier indice TP01 connu est de 128,9 (mars 2023), soit une augmentation de 16,7 %. La circulaire du 09/05/2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières, indique que le montant des garanties financières est à réévaluer lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans. Les garanties financières sont donc à constituer sur la base du montant réévalué selon le dernier indice TP01 disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Largeur des banquettes – Zone d'extraction nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 22.2
Thème(s) : Autre, Méthodes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après réalisation de la découverte, l'extraction des matériaux est réalisée en 2 temps : [...] - Extraction du gisement utilisable par la technique du fil diamanté, du cordeau détonnant et de vessies, ou encore de la haveuse. Les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, séparés par des banquettes de 7 m de largeur minimale.
Constats : Selon le plan topographique de février 2023 et les constats lors de la visite sur la partie nord de la carrière, une banquette d'une largeur inférieure à 1 m est présente au niveau du gisement vers l'extrémité nord de la carrière, et une banquette d'une largeur presque nulle est présente au sud de la zone d'extraction nord. NON CONFORMITÉ MAJEURE : la largeur de la banquette est inférieure à la largeur minimale de 7 m prescrite par l'arrêté préfectoral. La stabilité du front n'est pas garantie. Cette non-conformité relative à la largeur des banquettes au niveau du banc marbrier a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/2023, associée à un délai de 24 mois à compter de la notification de la mise en demeure, suite au constat de la non-conformité relative à la largeur de la banquette, dont la première échéance n'était pas passée à la date de la visite. Il n'a donc pas fait l'objet d'un contrôle dans le cadre de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 14/03/2025

N° 5 : Hauteur des fronts – largeur des banquettes – Zone d'extraction sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A) La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions générales décrites dans le dossier (Voir Plan annexe 4) : [...] 3) Les fronts de taille - Ils seront soigneusement purgés. Les fronts de taille de pierre ornementale ne dépasseront jamais 15 m de hauteur, et seront séparés par des banquettes intermédiaires de 7 m de largeur, et bordés d'un cordon de terre, à l'exception du gradin inférieur réduit à 3 m et laissé nu dans la partie nord. En pied du front de découverte, une banquette intermédiaire de 10 m de large est conservée. Dans la zone Sud pouvant bénéficier d'un front de découverte d'une hauteur jusqu'à 22 m, la banquette correspondante aura une largeur minimum de 12 m, et le gradin sera taluté pour former un cône d'éboulis butant sur le cordon de terre végétale préalablement en place.

Constats : Selon le plan topographique de février 2023 et les constats lors de la visite de la partie sud de la carrière, à l'extrémité la plus au sud de la carrière, pour laquelle l'exploitant a indiqué que le front est en position finale :

- la hauteur de la découverte atteint environ 22 m, cependant la position des points où les cotes ont été relevées et le chevauchement des informations figurant sur le plan ne permet pas de déterminer précisément la hauteur des fronts ;
- Des traces d'érosion résultant vraisemblablement du ruissellement d'eau provenant de la partie supérieure de la carrière sont également visibles sur le front de découverte, ce qui apparaît susceptible de fragiliser sa stabilité à long terme. Un léger surplomb est également présent dans le secteur le plus au nord de la zone concernée ;
- la largeur de la banquette située à l'interface entre la découverte et le banc marbrier semble n'être que de l'ordre de 10 m, cependant l'échelle du plan transmis ne permet pas de les mesurer avec précision (l'épaisseur des traits des fronts est de l'ordre de 50 cm) ;
- la hauteur du front du banc marbrier semble atteindre 16 m, voire 17 m, par endroits, sans prendre en compte la hauteur des matériaux ou déchets qui semblent être stockés en pied de front ;
- la comparaison avec un plan daté du 01/01/2006 joint à la demande d'autorisation ne fait pas apparaître de différence significative dans la configuration des fronts (à l'exception des matériaux ou déchets qui semblent être stockés en pied de front), sans que l'inspection ne puisse déterminer si des extractions ont eu lieu dans ce secteur.

DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Afin de permettre à l'inspection de statuer sur la conformité des fronts situés à l'extrémité sud de la carrière, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre un plan topographique plus lisible en ce qui concerne la hauteur des fronts et la largeur des banquettes (meilleure position des cotes et du texte, échelle permettant des mesures avec une marge d'erreur adaptée), avec si besoin de nouveaux relevés pour justifier la hauteur des fronts et la largeur des banquettes ;
- préciser les zones discordantes par rapport aux prescriptions de l'article 25.2 modifié de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/01/2007 ;
- analyser l'historique des extractions et des apports afin de déterminer à quelle période les zones éventuellement discordantes sont apparues ;
- le cas échéant, s'assurer et justifier que les fronts de l'extrémité sud de la partie sud de la carrière (qui sont en position définitive) sont stables à long terme.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Modalités de remise en état – Carreau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A) La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions générales décrites dans le dossier (Voir Plan annexe 4) : [...] 2) Le carreau - Il sera laissé nu, mais constitué d'une surface plane et horizontale, nettoyée de tous déchets. Les bâtiments et installations annexes de l'exploitation seront évacués. La perméabilité du sol devra être maintenue, et aucun matériau terreux n'y sera déposé.
Constats : L'inspection a constaté que de nombreux déchets d'extraction sont présents sur le fond de fouille de la fosse sud, et que les bâtiments sont en mauvais état (pousse de végétation, et notamment d'arbres à l'intérieur, vitres cassées, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Modalités de remise en état – Merlons paysagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 25.2 (modifié par l'article 1 de l'APC du 31/08/2018)
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A) La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions générales décrites dans le dossier (Voir Plan annexe 4) : 1) Les merlons paysagers - Remblai de l'extrémité nord du site, avec les stériles, de manière à former un merlon ininterrompu entre le sommet du front de taille ouest et la face intérieure du merlon paysager nord-est précédemment réalisé, sans rehaussement au-delà de la cote actuelle de 313 NGF. - Prolongement du merlon sud-est jusqu'en bordure sud de la voie d'accès, sans rehaussement de celui-ci, avec raccordement harmonieux à la topographie le long du chemin de randonnée. [...] - Le prolongement du merlon Sud-Est peut être accompagné de la mise en place de matériaux dans la fosse d'exploitation, à l'arrière de l'écran paysager existant, conformément au dossier de demande du 30 juillet 2018. En aucun cas, la côte finale de ces matériaux n'est supérieure à celle du merlon paysager. Les matériaux susmentionnés sont issus du terril situé sur les parcelles AB 36 et AB 359 sises à Chassagne-Montrachet au lieu-dit du Pot Bois pour un volume maximal de 15 000 m ³ .
Constats : - La zone réaménagée apparaissant au nord sur le plan topographique de février 2023 présente des cotes au-dessus de 313 m, pouvant atteindre 320,5 m, il s'agit toutefois de remblai mis en place afin de connecter le sommet du front de taille ouest avec le merlon paysager, il ne semble pas qu'il y ait eu de rehaussement du merlon paysager, dont la cote maximale est de l'ordre de 313 m (en dehors des merlons qui longent le chemin sommital qui atteignent une cote de 314,8 m. - Les cotes apparaissant sur le plan topographique de février 2023 au niveau du merlon sud-est apparaissent cohérentes avec celles figurant sur le plan du porter à connaissance de 2018 à l'origine de la prescription. - Selon les déclarations de l'exploitant, les matériaux issus du terril situé à l'extérieur du site ont été mis en place dans le prolongement du merlon Sud-Est. Le plan topographique ne fait pas apparaître de cote supérieure à celle du merlon paysager.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 41
Thème(s) : Autre, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : NON CONFORMITÉ : Le plan topographique de février 2023 ne fait pas apparaître les abords du site dans un rayon de 50 m, ni le délaissé périphérique (ouvrage visé à l'article 19 de l'arrêté d'autorisation). Il a par ailleurs été transmis à une échelle ne permettant pas une analyse de la conformité de la hauteur des fronts et de la largeur des banquettes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2007, article 15
Thème(s) : Autre, Limitation des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pas pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p>
Constats : Le site est clos à l'est par les merlons paysagers, ainsi que par un portail doublé de concertinas au niveau de la route d'accès. Au nord et au sud de la carrière, les merlons paysagers viennent se raccorder sur les fronts, il n'y a pas d'accès visible par le nord, et l'accès à la plateforme située au sud (via le chemin vers le parc) est fermé par un merlon de terre, un panneau de signalisation indique l'interdiction de pénétrer. A l'ouest (côté où sont situés les fronts), le site est clos par un grillage « agricole », doublée par endroits par une végétation dense. Des panneaux indiquent le danger ou l'interdiction d'accès, notamment en des points sensibles où la végétation est moins dense. Un ou deux points faibles sont repérés lors de la visite, l'un d'eux est immédiatement réparé par l'exploitant (arbre tombé sur le grillage retiré), le second a fait l'objet d'une signalisation spécifique (photographies transmises par courriel du 15/05/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet